

La jeunesse ouvre la voie, rejoignons-la !

À deux jours d'affilée, les lycéens, rejoints par une partie de la jeunesse étudiante, ont fait une démonstration de force. Mardi 6 octobre, c'était plus de 400 000 personnes qui ont manifesté dans le pays : lycéens, mais aussi à leurs côtés des salariés, profs, parents... Deux jours plus tard, elles et ils étaient encore plus de 70 000, selon le ministère de l'Intérieur, à manifester dans tout le pays.

La mobilisation continue et s'étend, malgré une répression féroce

La jeunesse poursuit sa mobilisation malgré la répression brutale des forces de l'ordre. Après les milliers d'interpellations et de gardes à vue, les lacrymos et les matraques, les tirs de grenades et de LBD qui ont causé des mutilations atroces (un adolescent a perdu une main à Lens, un autre un œil à Tours), la police utilise maintenant des voitures béliers contre les manifestants. À Dunkerque, une jeune de 14 ans a été percutée par un 4x4 de la police lancé à toute allure sur les lycéennes et lycéens. Des vidéos attestent que cette technique a été utilisée dans au moins sept autres villes. Du pur terrorisme d'État, contre une jeunesse qui se mobilise pour son avenir...

Et ils nous parlent de démocratie !

Inquiets de voir que cette répression brutale ne suffit pas à endiguer la révolte de la jeunesse, Lecornu s'est lancé dans une opération de com' qui ne trompe personne. Mercredi, il a annoncé un « *temps de démocratie interne* » dans les établissements : on demande aux jeunes de revenir tranquillement en cours et de remplir des formulaires, comme si les jeunes pouvaient croire que des formulaires allaient permettre de régler leurs problèmes. On a déjà vu ce que donnaient les « cahiers de doléances » et le « grand débat » organisé par Macron après les Gilets jaunes...

Les jeunes ne sont pas dupes. Dès mercredi, les blocages et les grèves lycéennes ont repris. La mobilisation des jeunes a fait plus pour faire avancer les revendications que n'importe quel simulacre de démocratie. En réalité, c'est bien dans les assemblées générales et les coordinations que la démocratie réelle se dessine.

3000 profs qui sortent des caves du ministère

Conscient que cette manœuvre ne suffisait pas, Geffray a annoncé le lendemain que 3000 profs remplaçants seraient déployés d'ici le 13 octobre pour occuper les postes non remplacés... 3000 profs dont on se demande bien où ils étaient (un prof de maths a été appelé pour remplacer en lettres, un autre pour remplacer à 120 kilomètres de chez lui). Pour 3700 lycées dans le pays, soit moins d'un remplaçant par établissement ! Et cela ne répond ni aux revendications sur Parcoursup, ni à celles sur l'état déplorable des locaux... Car les questions soulevées par la jeunesse sont bien plus larges que la simple question des postes non pourvus. Elles expriment leur refus d'un avenir dans une société d'oppression et d'exploitation.

Aux côtés de la jeunesse mobilisées : tous et toutes ensemble !

La mobilisation lycéenne a perturbé le calendrier bien huilé de l'intersyndicale, qui en était encore à appeler au 5 novembre. Jeudi 8 octobre, elle voulait faire le choix de morceler la mobilisation en région parisienne... les jeunes en ont décidé autrement en se rassemblant place de la République et en défilant par milliers.

Par sa ténacité, son courage et sa radicalité, la jeunesse montre l'exemple à suivre : oui, tous et toutes ensemble, nous pouvons faire trembler le gouvernement ! Nous pouvons même gagner ! Ces milliards qui s'entassaient dans les coffres du grand patronat, il faudra les prendre, pour les salaires, les retraites et les services publics. Alors, dès mardi 13 octobre, soyons nombreuses et nombreux aux côtés de la jeunesse mobilisée ! Et samedi 17, tous et toutes, travailleurs et jeunes, dans la rue contre la vie chère !

Crise du logement

Le foncier commence à valoir de l'or en gare de Strasbourg. En Gare Basse, la direction voudrait raser le bâtiment du Point A. Elle propose aux Coman qui y travaillent de les reloger dans des locaux pourris en Gare Haute, très loin des voies du bloc D dont ils ont la charge. Faire plus de trains, créer des postes... on est tous d'accord. Mais il n'y a pas de raison de nous faire bosser dans des cagibis. On mérite tous des locaux de travail décents.

La nuit c'est fait pour dormir

La direction voudrait que l'équipe mobile de graissage, qui s'occupe de l'entretien des aiguilles sur les voies, travaille de nuit quand elle intervient en gare de Strasbourg. Le motif invoqué est la sécurité du personnel. C'est sûr qu'après 23h, on risque moins de se faire taper par un train. Par contre, on risque les troubles du sommeil, le diabète, le cancer... Il y a pourtant d'autres solutions pour bosser en sécurité sans y laisser la santé.

C'est à nous !

C'est la saison de l'enquête « C'est à vous » où notre direction fait mine de s'intéresser à nos conditions de travail.

Pourtant les solutions pour améliorer notre quotidien au travail sont largement connues de tous : des augmentations de salaire et des embauches ! Toutes choses que nous n'obtiendrons qu'en nous mobilisant tous ensemble et pas en remplissant des questionnaires dont le rôle principal, pour notre direction, est de se donner bonne conscience en prétendant nous écouter !

Faire plus avec moins

En ce moment, au TCB, les intérimaires qui arrivent en fin de contrat ne sont pas renouvelés.

Pourtant, s'ils étaient là, ce n'était pas pour compter des perles !

Mettre une partie de l'usine à la porte, surcharger ceux qui restent pour faire des économies : mettons un stop à ces sales méthodes patronales !

Travailler plus...

Au TCB la direction nous rabâche que notre taux horaire est trop élevé et qu'on ne serai pas compétitif. On a donc le droit au chronomètre sur nos chantiers quand les temps ne sont pas baissés arbitrairement. La direction veut nous faire marcher au pas, à nous de lui imposer notre rythme !

...pour gagner moins

Pendant qu'on nous demande de trimer comme des bœufs, nos salaires eux ne bougent pas. Avec le coût du carburant et l'inflation en général les fins de mois commencent de plus en plus tôt. Seule la lutte collective nous permettra d'arracher des salaires décents !

Les congés de Schrödinger

À Bischheim la direction nous somme de poser tous nos congés d'ici là fin d'année. Cependant les chefs nous demandent de maintenir un effectif de 50% dans les équipes et des DPX ont déjà annoncé qu'ils refuseraient des congés. Un vrai problème quantique. On espère que nos têtes d'ampoules sont meilleures en sciences qu'en gestion de la production.

Cheminots, lycéens, même combat

Le 5 octobre au matin, une AG de plus de 100 travailleurs et travailleuses du technicentre de Quatre-Mares de Rouen se sont réunis en assemblée générale pour faire le lien entre le mouvement lycéen et les revendications du monde du travail. Inondations, canicules, manques d'effectifs, de matériel, salaires de misères, nos problèmes sont ceux de tous les travailleurs, et des futurs travailleurs que sont les lycéens et étudiants. Soyons nombreux en grève et dans les rues pour construire un mouvement le plus large possible, des usines aux lycées, des hôpitaux aux universités, aux gares et aux ateliers de maintenance.

Répression anti-lycéenne : un triste record

L'historien Vincent Lemire, professeur d'histoire contemporaine à l'université Gustave Eiffel, s'est penché sur la répression anti-lycéenne en cours en montrant qu'elle dépassait de loin tout ce que l'on avait connu dans l'histoire récente. Il explique : « 5 060 gardes à vue en deux semaines de mouvement, c'est presque autant qu'en douze mois de Gilets jaunes, deux fois plus que pendant la mobilisation anti-contrat première embauche (CPE) de 2006, vingt fois plus que pendant la manifestation anti-contrat d'insertion professionnelle (Smic jeunes) de 1994 et cinquante fois plus qu'en mai 68 ». Et si on actualise ces chiffres, on aboutit à au moins 6 877 placements en garde à vue dont 86 % de mineurs principalement des jeunes âgés de 15 et 16 ans. Sans compter plus de 200 lycéens blessés, certains grièvement. Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a bien gagné le titre de premier boucher de France.